



**Compte rendu du COPIL  
du 7 Octobre 2015  
PAT Boutonne amont**

**PRESENTS :**

BELAUD Bernard, Président du SMAEP4B  
BOUFFARD Christian, Vice-Président du SMAEP4B et  
adjoind de la commune de Fontenille-Saint-Martin-  
d'Entraigues  
GUIBERTEAU Mathieu, Chambre d'Agriculture des Deux-  
Sèvres  
MERCIER pascal, délégué SMAEP 4B de Périgné  
BROUSSEY Manuella, Agence de l'Eau Adour Garonne  
MONTEPINI Julien, Cellule de coordination Régionale Re-  
Sources  
REDIEN Claude, mairie de Tillou  
SAUZEAU Virginie, Coopérative Terre Atlantique  
BRICHE Valérie, responsable qualité SMAEP 4B  
POQUET Maxime, animateur agricole Re-Sources SMAEP  
4B  
CLOCHARD Cédric, Etablissement LAMY  
DENIS Luc, Pôle Environnement Communauté de  
Communes Cœur de Poitou  
SUIRE Aline, Syndicat Mixte du pays mellois  
FRAPPE Jean-Michel, Syndicat Mixte du Bassin de la  
Boutonne  
COUTANTIN Mickael, Syndicat Mixte du Bassin de la  
Boutonne  
PICARD Marylène, mairie Brioul sur Chizé  
TRUTEAU Jérôme, AgroBio Poitou-Charentes  
KENNY Jasmine, COREA  
GAUFILLET Clémentine, animatrice du SAGE Boutonne  
PUGEAUX Nicolas, Négoce Agricole Centre Atlantique  
(NACA)  
AIRVAULT Jean-Luc, mairie de Melleran  
MOIZAND Arnaud, CEA Loulay  
COTREL Nicolas, Deux-Sèvres Nature Environnement  
NOCQUET Christophe, 2<sup>ème</sup> adjoint de Chérigné  
HAYE Jean-Marie, mairie de Brioux sur Boutonne  
ERAUD Marie, IFREE

**EXCUSES :**

BONNAUD Bastien, Directeur du SMAEP4B  
VOIX Pascal, SMBB  
VIGIER Aude, CPIE Gâtine Poitevine  
LECOINTE Alain, Vice-Président du SMAEP4B  
BARILLOT Dorrick, Vice-Président du SMAEP4B  
RUAUD Nicolas, Vice-Président du SMAEP 4B  
VILMONT Bernardeau, Vice-Président du SMAEP4B  
SIROT-DEVINEAU Anne-Françoise, Région Poitou  
Charentes  
PAUTRET Soizic, Conseil départemental Deux-Sèvres  
HOUSSEAU Séverine, Cellule de coordination Régionale  
Re-Sources  
ESPALIEU Delphine, Agence de l'Eau Adour-Garonne  
ETCHESSAHAR Jean Pierre, DRAAF Poitou Charentes  
ROUILLER Philippe, DDT 79 pôle territorial de Brioux sur  
Boutonne  
GRELIER Thierry, DDT 79  
JONES Arthur, mairie de Chef Boutonne  
MICHELET Fabrice, maire de Chef Boutonne  
BANLIER Jean-Michel, Président de la Chambre des  
Métiers et de l'Artisanat  
LHERBETTE Laurent, DRAAF Poitou Charentes  
PERRONA Philippe, Responsable Hygiène Sécurité  
Environnement, Usine de Melle  
MINETTE Sébastien, Chambre régionale d'Agriculture  
Poitou-Charentes  
ROBIN Pierrick, Pôle Environnement Communauté de  
Communes Cœur de Poitou  
BANLIER Jean-Michel, Chambre de Métiers et de  
l'Artisanat  
Lionel Rimbaud, ingénieur sanitaire ARS Deux-Sèvres

Documents transmis :

- Le diaporama de la présentation

L'ordre du jour est le suivant :

1. Rappel du contexte,
2. Bilan du programme d'actions 2011-2015,
3. Bilan financier du programme d'actions 2011-2015,
4. Perspectives des actions du programme 2016 et discussions,
5. Présentation de la méthodologie de concertation par l'IFREE,
6. Validation des groupes d'acteurs rencontrés par l'IFREE,
7. Question diverses.

## 1. Introduction

Le président M. Belaud ouvre le comité, remercie les participants de s'être déplacés et souligne l'importance de ce programme pour le Syndicat d'eau 4B compte-tenu des enjeux sur le territoire. Il laisse ensuite la parole au vice-président en charge du programme Re-sources, Monsieur Bouffard qui introduit la présentation en énonçant le sommaire.

La réunion s'est conclue par la présentation des thématiques préétablies par les animateurs Re-sources ainsi que la liste des catégories d'acteurs que l'IFREE rencontrera.

## 2. Bilans des actions

**Action 1-2 :** échanges et discussions autour de la problématique des contrats MAEt de 2011 rompus par l'Etat, en raison d'un désengagement d'un des co-financeurs, le FEADER. Seuls les contrats de 2011 sont concernés. Les agriculteurs concernés ont été prévenus début 2015 que leur contrat s'arrêterait un an avant échéance (mai 2016).

M. Redien (Maire de Tillou, commune du territoire Re-Sources) trouve que cette situation est anormale, d'autant que les agriculteurs ne peuvent mettre fin à leur contrat sans pénalité financière. Il aurait souhaité qu'un parlementaire soit présent dans la salle pour faire remonter ces informations. M. BELAUD (Président du SMAEP 4B et maire d'Ensigné) confirme que ça a été une grosse problématique cette année et que cela ne facilite pas la confiance des agriculteurs. M. BOUFFARD (Vice-président du SMAEP 4B) soulève la contradiction entre la demande de l'Etat de mettre en place des programmes sur les aides de captages prioritaires et le fait que ces contrats ne puissent être assurés malgré le retrait d'un financeur.

Julien Montepini de la cellule Re-sources, représentant la région Poitou-charentes, confirme que c'est dommage que les financements ne soient pas allés jusqu'au bout mais précise que tous les autres syndicats porteurs de programme Re-sources ont été concernés par cette problématique et que certains, comme le Syndicat Centre-Ouest, ont dépassé leurs objectifs en termes de MAEt malgré cette problématique. Il insiste sur le fait qu'il faut rester optimiste et ne pas abandonner l'animation auprès des agriculteurs.

**Action 1-4 :** M. Bouffard insiste sur l'intérêt qu'ont les agriculteurs du groupe pour cette action, ce qui est confirmé par des taux de présence aux comités de suivi (environ 50% en moyenne) puisqu'ils y voient un intérêt pour eux. M. Guiberteau (CA 79) précise que le calcul des IFT dans cette action est très fastidieux et que ces données n'ont à ce jour pas été valorisées. Il existe également deux documents de synthèse qui n'ont pas été valorisés et qui pourraient l'être lorsque cette action sera achevée (fin 2015).

**Action 1-5 :** M. Redien demande si les élèves du lycée agricole sont invités aux journées de démonstration. Il pense que ce serait judicieux de les associer à cette action. L'équipe d'animation précise qu'une classe a été invitée lors de la journée compostage en 2012 mais que cela n'a pas été réitéré.

M. Truteau (Technicien AgroBio PC) pense qu'il faudrait organiser des journées plus ciblées, quitte à inviter moins d'agriculteurs. Il dit qu'il pourrait être intéressant de formuler une question sur l'invitation, voire même avec une légère provocation, pour susciter

l'interrogation et l'intérêt des agriculteurs concernés. Il suggère également quelques thématiques qui n'ont jusqu'alors pas été traitées telles que les couverts ou l'élevage.

Les animateurs Re-Sources précisent que l'organisation d'une journée mutualisée est en discussion pour l'année 2016, de la même manière que les journées sur l'Agriculture Biologique, réalisées désormais de manière mutualisée entre plusieurs Syndicats, et pour lesquelles les bilans sont très positifs.

Manuelle Broussey de l'Agence de l'Eau Adour Garonne demande s'il y a des retours sur les raisons de la faible mobilisation des agriculteurs (auprès des agriculteurs). Elle précise que lorsque l'on rencontre les agriculteurs il serait judicieux de leur demander quels sont leurs attentes concernant les thématiques traitées pour les journées techniques.

Monsieur Haye, maire de Brioux, précise que les agriculteurs ne viennent peut être plus parce qu'ils sont lassés d'être toujours montrés du doigt et accusés.

**Action 1-7 :** M. Guiberteau évoque l'intérêt et la réussite des journées mutualisées depuis 2014. M. TRUTEAU rappelle qu'en effet 40% des agriculteurs qui se sont déplacés aux journées mutualisées de 2014 et 2015 n'étaient pas en Agriculture Biologique. Il évoque également le fait qu'il était impossible de mettre en place une ferme de démonstration bio sur le territoire, car il n'en existe pas susceptible de servir de vitrine. Enfin il rappelle que les potentiels des terres du secteur, les possibilités d'irrigation, et la récente installation d'un semencier proposant des contrats de production de semences, n'incitent pas les agriculteurs à envisager une conversion en AB.

**Action 1-9 :** M. Truteau rappelle que la baisse de fréquentation du public aux soirées grand public s'explique peut-être par le choix de film en 2012 qui a suscité la polémique.

**Action 1-10 :** Monsieur Denis (vice-président de la CdC Cœur de Poitou) s'interroge sur le financement du 3<sup>ème</sup> programme de subvention de l'Agence de l'Eau destiné à la réhabilitation des installations ANC situées sur les Aires d'Alimentation de Captages du territoire de la Boutonne Amont étant donné que l'année 2015 sera une année hors contrat. Manuella Broussey rappelle qu'il s'agit d'un programme financé sur 3 ans qui a débuté en 2013 pour le SPANC CdC Cœur de Poitou et que les subventions seront maintenues pour toutes les dépenses engagées pour 2013, 2014 et 2015. Les travaux de réhabilitations pourront avoir lieu en 2016 mais les engagements devront être pris en 2015.

Une discussion s'en suit sur la plateforme chimique de Melle. M. Redien évoque un article de presse récent évoquant un programme de plusieurs millions d'euros, pour la création d'une nouvelle station d'épuration au sein des usines. Ceci est confirmé par Mme Broussey qui indique que les rendements épuratoires seront meilleurs, mais que ce programme vise surtout à réduire les odeurs à proximité de l'usine.

L'équipe Re-Sources indique que si les rendements épuratoires sont meilleurs, les valeurs fertilisantes des boues d'épandage risquent d'être plus élevées.

Discussion sur l'absence d'objectifs DCE sur le cours d'eau de la Légère dans lequel ont lieu les rejets de l'actuelle STEP.

**Action 2-2 :** M. Cotrel (Deux-Sèvres Nature Environnement) estime que l'acquisition foncière réalisée et la plantation forestière sont des éléments positifs. Il précise qu'en zone Natura 2000, il aurait été tout aussi judicieux de mettre en place une prairie pour associer les enjeux eau potable et biodiversité. L'équipe Re-Sources précise qu'une bande de 6 à 10 mètres a été conservée en prairie en pourtour de la parcelle et que la zone de verger plantée moins densément constitue également une zone de prairies. M. Cotrel propose de voir avec Deux-Sèvres Nature Environnement pour les modalités d'entretien de ces zones de prairie afin de préserver la biodiversité.

Manuelle Broussey confirme qu'il serait très important de mettre en place une convention avec la Safer. Il existe parfois même des cahiers des charges précisant la volonté de pratiques spécifiques sur certaines parcelles sans en venir à l'acquisition.

**Action 3-1 :** M. Redien est étonné par le faible nombre de dolines recensé sur la commune de Maisonnay. L'équipe Re-sources précise que l'étude de recensement des dolines n'a été réalisé que sur l'AAC de Marcillé et à proximité immédiate.

**Action 3-4 :** M.Cotrel s'interroge sur les sujets abordés dans les comités techniques et demande s'il est possible que Deux-Sèvre Nature Environnement soit convié à ce genre de comité qui lui semble intéressant.

**Indicateurs de l'action 3-5 :** l'équipe Re-Sources présente les molécules phytosanitaires régulièrement retrouvées sur la grande majorité des captages du territoire Boutonne amont (10 captages sur 12), il s'agit du 2-hydroxyatrazine et du déséthylatrazine. Cédric Clochard précise que ces molécules sont interdites d'usages depuis une dizaine d'années en France. L'équipe Re-sources précise également que l'on retrouve la molécule de Diméthénamide sur un des captage depuis 2014 (les Inchauds) dont l'usage n'est également pas autorisé en France.

### 3. Perspectives pour l'année 2016 et présentation du budget prévisionnel

Aucune enveloppe financière n'est assujettie à l'action de diagnostic d'exploitation et d'animation des MAE. Le Syndicat n'ouvrira pas de Programme d'Actions Environnemental et Climatique pour l'année 2016 en raison du non financement de l'Agence de l'Eau pour ce qui concerne les actions individuelles (MAEC, diagnostics d'exploitations) puisque nous serons en année inter-contrat.

Manuella Broussey précise qu'un financement existera si le nouveau contrat est signé au premier semestre 2016 pour un contrat 2016-2020. L'équipe Re-sources précise qu'en raison du calendrier de l'année 2016 avec la phase de concertation avec l'IFREE, les groupes de travail prévus pour janvier-avril 2016, le nouveau contrat ne sera jamais élaboré et signé au premier semestre 2016. Il est prévu qu'il soit signé dernier trimestre 2016 pour un nouveau contrat 2017-2021.

### 4. Présentation de la méthodologie de concertation par l'IFREE,

Avant de commencer la présentation, Monsieur Redien signale que beaucoup de personnes ont déjà quittés la salle en raison de la durée de la présentation et que la partie présentation de l'IFREE intervient beaucoup trop tardivement et est pourtant un élément clé. L'équipe Re-

sources précise que la présentation est, en effet, très longue mais qu'il fallait traiter du bilan de chaque action et que le comité de pilotage n'est, de cette façon, sollicité qu'une seule fois.

#### 5. Validation des groupes d'acteurs rencontrés par l'IFREE,

Les différentes thématiques de groupes de travail et les acteurs à rencontrés sont présentés par les animateurs Re-sources. Les thématiques dégagées relatent du bilan des animateurs Re-sources et du vice-président Monsieur Bouffard et de leur ressenti sur les 5 ans du programme. La rencontre des acteurs par l'IFREE permettra de confirmer ou d'infirmer les sujets proposés par l'équipe Re-sources et le vice-président.

Une fois les sujets présentés Monsieur Guiberteau évoque l'idée de réaliser un zonage du territoire par secteur prioritaire et la nécessité d'accentuer les actions sur les zones les plus sensibles pour le prochain programme d'actions.

Concernant la rencontre des acteurs, Madame Kenny précise que la coopérative COREA est concernée sur de nombreux territoires Re-Sources par la phase de concertation. Cette dernière est jugée très chronophage, et ils ne pourront ainsi pas participer à l'ensemble des réunions des groupes de travail mais ce n'est pas pour autant que cela ne les intéresse pas.

La liste des acteurs à rencontrer a été validée par le comité de pilotage.

Prochaines dates :

La réunion publique de lancement de la phase des groupes de travail se tiendra le

**Jeudi 10 Décembre 2015 à 10h**

**L'ordre du jour de cette réunion sera :**

- La présentation de la démarche des groupes de travail
- Les thématiques de travail des groupes
- Les acteurs sollicités pour participer aux groupes

Une invitation vous sera envoyée prochainement vous précisent le lieu de la réunion.

Signature

Le président



Bernard Belaud